



## Déclaration Liminaire UNSA-EDUCATION

### F3SCT – mardi 17 octobre 2023

Madame La Directrice Académique,

L'UNSA-Éducation veut rendre hommage dans cette instance à Dominique BERNARD. Il a perdu la vie parce qu'il incarnait tout ce que déteste les totalitaires : l'émancipation. Ce n'est pas l'École qui a été attaquée, c'est la République.

Dominique BERNARD a été lâchement assassiné par un intégriste islamiste. Ces terroristes visent, à travers leurs victimes innocentes, les symboles de nos libertés et de notre République.

Notre émotion, notre peine, notre colère sont immenses mais ils doivent savoir que nous ne céderons pas. Car en cédant, les barbares gagneraient et ils ne doivent pas gagner.

Aussi, ne nous trompons pas de mots pour désigner l'islamisme radical, qui est un fascisme, les nationalistes identitaires et l'extrême droite ; ils ne sont pas dans la République. Ils veulent l'abattre.

Ils ont tous un point commun, ils n'aiment pas la Liberté, ils n'aiment pas l'Égalité et encore moins la Fraternité. Ils veulent l'affrontement, le chaos, la guerre civile et le sang. Ce sont tous des porteurs de morts.

Le venin de la division et de la discorde ne doit pas nous contaminer. Faisons front et soyons unis. Nous sommes sous le choc, et la répétition de ces attaques nous plonge dans une tristesse infinie. Ils n'auront pas notre haine. Nos larmes coulent, elles sont amères, mais ne croyez pas qu'elles nous dessèchent, elles renforcent notre humanité. Notre émotion doit donner de la force à la République.

Cependant, les personnels et les élèves ont peur et ont besoin d'être rassurés. Dans la durée, il faudra agir encore pour protéger et prévenir. Agir pour régler certaines failles de sécurité mais sans « bunkeriser » l'École. Agir aussi sur l'Éducation. Un effort a été engagé pour travailler en transversalité sur les valeurs de la République, mais il faudra du temps et de la formation pour que tous les acteurs de la communauté éducative puissent s'impliquer dans cette dynamique. L'UNSA Éducation continuera à défendre avec forces ces principes pour une école qui rassemble, inclut et fait vivre les valeurs républicaines au quotidien.

Plus localement, ce n'est pas la violence terroriste mais la violence quotidienne que rencontrent nos collègues. Nous ne ferons aucune analogie hasardeuse mais la violence doit être prise en considération dès sa plus minime expression.

Les RSST depuis le début de l'année sont affligeants. Le nombre de collègues subissant des violences verbales et physiques sont récurrents et démontrent tous de l'impulsivité et de l'intensité des propos et des coups reçus par nos collègues. Nous ne sommes pas là pour ça ! Trop souvent, la violence est traitée à travers le prisme de l'élève et trop rarement par celui de l'enseignant ! Nous sommes ici dans cette instance pour améliorer les conditions de travail, la santé et la sécurité des enseignants et de tous les personnels de l'éducation. Nous l'avons déjà dit : la dimension enseignante est négligée. Le suivi psychologique est délaissé alors que les conséquences de ces violences sont profondes et durables.

Aucun collègue ne vient au travail pour se faire insulter, provoquer, menacer verbalement ; aucun collègue ne vient au travail pour se prendre des coups pouvant à moyen et long terme avoir des conséquences sur sa santé. Et sans parler des traumatismes psychiques provoqués par de tels agissements !

Nous savons tous qu'un coup porté à la poitrine est plus ou moins douloureux sur le moment mais c'est un coup aux conséquences immesurables sur le temps long. Nous savons tous qu'un collègue qui prend un coup dans les parties génitales peut développer des problématiques graves sur le temps long. Les collègues doivent être invités systématiquement par leur hiérarchie à consulter un médecin pour constatation d'une part et à déposer plainte pour ces faits d'autre part. Nous ne devons banaliser aucune forme de violence à l'école ! Nous pensons à l'UNSA-Éducation que notre hiérarchie doit convoquer les parents auteurs des violences, et/ou les parents des enfants à l'origine des faits violents, et doit envisager des sanctions adaptées. Elles existent.

Toute observation portée au RSST doit recevoir une réponse appropriée à son auteur.e : sur le terrain comme sur l'application. Dans les faits, ces réponses ne démontrent pas le soutien de notre hiérarchie et interviennent tardivement. Nous souhaitons une prise en charge immédiate de ces problématiques et un soutien sans condition à nos collègues qui ne peuvent enseigner dans les conditions « normales » requises pour dispenser les apprentissages pour lesquels nous venons quotidiennement dans nos classes.

Et vous comprendrez, Madame l'Inspectrice d'Académie, que l'actualité du moment nous amène à n'accepter aucune concession. Notre institution qui incarne notre République doit être intransigeante.